



SNAD SECTION DE

LILLE/VALENCIENNES/DNRF

Compte Rendu de la réunion du CTPS-DR du 1er Décembre 2010

Après lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales, insistant sur l'inquiétude grandissante des personnels sur leur avenir, le président répond en partie à nos interrogations.

Il précise toutefois, suite à nos interrogations sur l'avenir des Directions Régionales, qu'il reste dans son rôle opérationnel, **une manière de dire qu'il n'est pas directement responsable de la gestion des ressources tant comptables qu'humaines**

Concernant l'implantation du peloton motocycliste de LILLE :

Réimplantation, souhaitée par le DR et par les personnels, le président nous informe que celle-ci ne s'est pas faite sans mal et qu'il défendra fermement ce projet essentiel dans la mise en place des contrôles et rejette les propos acerbes entendus ici où là sur ces agents, ne pouvant découler que de dysfonctionnements ponctuels.

M. MARNAT (Chef Divisionnaire de LILLE), précise les aspects techniques de cette implantation, insistant sur la nécessité de faire travailler les motards en collaboration avec les unités particulièrement avec les BSI de LILLE et de BAISIEUX-CAMPHIN, une réflexion sur des interventions sur l'A2 et ne rejetant pas la possibilité de certaines vacations autonomes, mettant également en avant les réponses données aux problèmes de communication et de sécurité des motards.

Pour la CGT : cette implantation est importante, mais elle ne doit pas se faire au détriment du peloton motocycliste d'ARRAS. L'utilisation des équipes motards devant se faire de façon coordonnée, dans le respect de leur spécificité. Une question reste en suspens les délais de maintenance des motos.

Concernant l'installation de plusieurs services (Division, TIPP) sur le site du bureau de LESQUIN: qui se terminera la semaine prochaine et qui a pris plus de temps que prévu, comme le précise Mme OLIVAN (Chef Divisionnaire de LESQUIN). Elle a lieu dans des conditions difficiles, occasionnant de nombreux désagréments pour les agents.

Le président, une fois n'est pas coutume, répond qu'il n'est pas maître d'œuvre de ces travaux...mais que fait le PLI ?

La CGT s'étonne du fait que le CHS-DI n'ait pas été alerté par cette situation, d'autant que le DR est aussi président de cette instance! A l'avenir lors d'un projet de ce type une visite du médecin de prévention et de l'Inspecteur Hygiène et Sécurité devra être effectuée et nous incitons les agents à remplir les cahiers Hygiène et Sécurité, dès qu'un problème se pose.

Un débat a eu lieu, ensuite, sur l'exiguïté du local social de ce même site.

La CGT, ne demande pas la mise en place de grands restaurants, munis de cuisines dernier cri et de matériels professionnels, mais l'implantation de lieux conviviaux, permettant une pause, pour tous les agents, dans de bonnes conditions et dans tous les bureaux et brigades. Nous insistons également sur l'incongruité, pour une administration et un ministère se disant « attentifs à leur personnels » de geler les crédits des services sociaux pour l'achat de matériels destinés à ces lieux.

Concernant le premier bilan de la performance 2010: M. DECRESSAC (Chef du POC) revient sur les graphiques présentés aux membres du CTP et analyse l'année 2010 comme une année très moyenne concernant les saisies de stupéfiants mais où le contentieux en général est en augmentation malgré les obligations nouvelles pour les unités de la SURV et l'adaptation nécessaire des bureaux OP/CO aux nouvelles méthodes de travail. Le président se veut rassurant sur le maillage douanier au moins durant l'année qui vient.

Pour la CGT, cette analyse est juste mais elle reste incomplète tant les risques de remise en cause de la pérennité de certaines unités semble flou au-delà de 2012, à ce propos nous précisons que nous ferons des propositions dans le courant de l'année 2011 sur le maillage douanier et les missions des unités, notre but n'étant pas de défendre simplement des emplois mais de montrer que le service public douanier est une nécessité et a un avenir dans notre région.

Concernant le CHS-DI: M. DELECLUSE (ACMO) considère, dans son intervention, que des efforts importants ont été faits pour assurer la sécurité des agents, et le renouvellement de certains effets et matériels. Son avis est mitigé sur la participation des agents aux actions de formation mise en place par le CHS. Le président ajoute que l'action du CHS-DI du NORD, permet aux agents de la DR de LILLE d'être très en avance sur les dotations d'effets et matériels de protection par rapport à de nombreux collègues.

La CGT, loue le rôle du CHS-DI du NORD en matière de sécurité mais insiste, une fois encore, sur le fait que pour la dotation de certains effets et matériels, la DG devrait prendre ses responsabilités et utilise les crédits CHS pour masquer son désintérêt pour ces problèmes. Concernant les formations nous proposons de réfléchir à une multiplication des formations ciblées dans les services et sur des thématiques proches des agents. Enfin, nous pensons que le CHS doit rester Départemental et Inter-directionnel, cela permettant à chaque administration représentée de « ne pas laver son linge sale en famille ».

En questions diverses, nous avons abordé:

-Le problème que devrait poser dans notre Direction l'organisation des jeux olympiques de 2012 à LONDRES, particulièrement en matière de sûreté. Mme OLIVAN, a présenté le dossier technique concernant la sûreté de l'EUROSTAR en gare de LILLE, avec les travaux nécessaires à l'implantation de deux nouveaux appareils à rayon X et la nécessité de fluidifier le passage des voyageurs, le nombre de trains en cette période pouvant être multipliés par trois voire plus. Le président insiste sur le fait que l'aéroport de LESQUIN pourrait être également très largement impacté. Le problème le plus important étant de gérer les personnels nécessaires en cette période (Paris Spécial, agents des différentes BSI, problèmes de congés d'été)

La CGT, outre les travaux de la gare qui, nous espérons seront réglés sans trop de gêne mais qui pose une fois de plus la question de l'exiguïté des locaux de LILLE GARE BSI, restera vigilante quant à l'utilisation des personnels pendant cette période alors que cette unité fonctionne en sous effectif depuis des années.... Wait and see !!

-Le départ imminent des trois Chefs Divisionnaires de la Direction, vers de nouvelles aventures !
Le Président, après un hommage au travail effectué, précise qu'un poste est pourvu et que pour les deux autres, deux agents PARIS SPECIAL assureront l'intérim jusqu'à une mutation prochaine. Il ajoute qu'un poste de CSD, également sur le départ, pour des raisons qu'il ne développe pas, est également pourvu. **En souhaitant à chacun de trouver dans ses nouvelles fonctions des agents aussi professionnels que ceux de la DR de LILLE, nous sommes contents d'apprendre qu'il y aura encore des pilotes dans l'avion, dans les prochains mois!**

-La question du manque d'effectif au bureau de VALENCIENNES :

Le Président explique que des demandes ont été faites, qu'il n'est pas maître du volet d'emplois mais qu'il suit le dossier. **Une bonne occasion de se rappeler au bon souvenir du DI.**

-Sur l'audit effectué par Madame MAGNIET, chargée de mission auprès du DI, dans certaines unités et certains bureaux, sur les risques psycho-sociaux, dont nous ne remettons pas en cause le professionnalisme. Toutefois, nous nous interrogeons toujours sur le but d'une telle démarche, nous étonnons que cette démarche soit faite en interne, sans que le CHS-DI en soit informé.

Le président botte en touche, **nous attendons donc une réponse claire du DI à ce propos.**

-Enfin, nous n'avons pu résister au plaisir d'aborder la question de la note du BIC sur la sortie prochaine du film de Dany BOON, note qui selon nous devrait faire partie du top dix des perles de l'administration, modèle de langue de bois et de suffisance, mettant en garde les agents sur les répercussions d'un tel événement et plaidoyer d'une administration moderne qui a mis le papier carbone aux oubliettes, s'ouvre sur le monde et s'intéresse au petit personnel.

Là dessus le président, déjà sollicité par les médias, n'a « Rien à déclarer».

Les représentants CGT siégeant en CTPS